



Simone Gessler, membre du comité de PBI, et Pascal Fleischer se sont unis en 2018. Peu enthousiasmés par l'idée d'une liste de mariage habituelle, les conjoints ont opté pour un don à PBI.

Un mariage classique avec robe blanche, église, transport des invités d'un point A à un point B et séance photo sans fin ? Très peu pour nous ! Tout cela était clair lorsque nous avons commencé les préparatifs de notre mariage. Tout aussi clair était que nous ne voulions pas de cadeaux – qu'ils soient choisis par les invités ou proviennent d'une liste sur un site de mariage où tous les souhaits du couple peuvent être réalisés en un clic. C'est un fait que, privilégiés comme nous le sommes, nous avons déjà tout ce dont nous avons besoin. Mais c'est aussi un fait que la plupart des invités (tout comme nous) aiment donner quelque chose pour une occasion spéciale.

« Nous sommes convaincus que ce don collectif était un investissement judicieux et durable. »

Pascal et moi soutenons financièrement, depuis plusieurs années, des organisations auxquelles nous croyons. Alors pourquoi ne pas demander aux invités de verser de l'argent à une ONG en notre nom au lieu d'un cadeau ? Cela nous semblait un bon compromis.

En tant qu'ancienne volontaire et membre de longue date du comité national, PBI me tient particulièrement à cœur. Je sais que PBI Suisse apporte une contribution indispensable au fonctionnement des projets en Amérique latine, en Asie et en Afrique ainsi qu'à la structure internationale de l'organisation. Pour que cela reste possible, il faut que l'organisation reçoive des dons sans restriction et utilisables en Suisse. Ce n'est qu'ainsi qu'il est possible de soutenir les projets à l'étranger.

Dans l'invitation, nous avons suggéré aux invités de faire un don à PBI. Lors de la fête, nos témoins ont fait en sorte que l'argent nous soit remis personnellement, ce qui a donné lieu à une véritable pluie d'argent. Grâce à nos ami-e-s et notre famille, le montant que nous avons pu verser à PBI pour soutenir son précieux travail a été beaucoup plus conséquent en 2018 que les années précédentes. Nous sommes convaincus que ce don collectif était un investissement judicieux et durable.

SIMONE GESSLER

Au nom des défenseurs et défenseuses des droits humains accompagnés-e-s, PBI remercie Simone Gessler et Pascal Fleischer et leur souhaite beaucoup de bonheur.

Assemblée générale PBI à Genève

Jeudi 25 avril 2019 à 18h, Maison des Associations

avec projection du film **NAIROBI HALF LIFE**

Plus d'infos sur www.peacebrigades.ch

À VOS AGENDAS!

Avec un legs, vous protégez les défenseuses et défenseurs des droits humains.

Merci !

Peace Brigades International Suisse
S'engager pour la paix et les droits humains



Compte postal :
17-519476-6
IBAN: CH21 0900 0000 1751 9476 6



Votre don en bonnes mains.

PBI Suisse, Gutenbergstrasse 35, CH-3011 Berne
031 372 44 44, info@peacebrigades.ch



La protection sans volontaires

Nouvelles méthodes au Népal et en Indonésie



NEPALMONITOR.ORG

Plate-forme interactive pour les défenseurs des droits humains au Népal

Quelle image vous vient à l'esprit quand vous pensez à PBI ? On visualise typiquement les volontaires internationaux avec des gilets PBI qui accompagnent des défenseurs et défenseuses des droits humains menacés-e-s dans des zones de conflits éloignées. Les projets au Népal et en Indonésie mettent en œuvre, avec succès, de nouvelles méthodes de protection des défenseurs et défenseuses des droits humains, mais cette fois, sans équipes de volontaires sur place. À l'occasion de la visite en Suisse, en octobre 2018, d'Indira Ghale et de Badri Bhusal de Katmandou ainsi que de Septi Meidodga de Papouasie occidentale, dirigeons maintenant notre regard vers nos projets en Asie.

NEPAL MONITOR : PLATE-FORME INTERACTIVE POUR LES DDH

Au Népal, le personnel de PBI, en collaboration avec l'organisation népalaise **Collective Campaign for Peace (COCAP)**, a introduit le Nepal Monitor en 2014. L'idée de cette plate-forme en ligne est d'impliquer directement les défenseurs et défenseuses des droits humains (DDH) dans la collecte et le partage des données sur les violations des droits humains et les incidents liés à la sécurité. Au fil des ans, le Nepal Monitor est devenu le programme de collecte de données le plus diversifié et le plus complet sur les incidents violents au Népal. Les données recueillies sont utilisées pour l'analyse des risques et les stratégies de protection. Cette plate-forme est également utilisée comme source d'information fiable par les chercheurs, les journalistes, les ONG nationales et internationales ainsi que les donateurs. Elle compte, à ce jour, plus de 1000 abonné-e-s qui envoient et reçoivent régulièrement des messages par SMS ou par e-mail.

www.nepalmonitor.org

PROGRAMME PEER-LEARNING POUR LES FEMMES

Le Nepal Monitor est utilisé dans toutes les provinces du Népal. Les DDH reçoivent des informations sur les objectifs de la plate-forme dans les différentes régions et participent à des formations sur la sécurité personnelle. En 2018, le premier programme d'apprentissage en groupe destiné aux femmes défenseuses, a vu le jour dans la province népalaise n°2. La structure du program-

suite **La protection sans volontaires**

me et son contenu sont élaborés avec les participantes afin que certaines d'entre elles puissent prendre part à la prochaine édition du programme en tant que leaders.

Toute personne au Népal qui remet en question les structures profondément ancrées conduisant à l'oppression et à la discrimination des femmes est menacée. Les défenseuses des droits humains sont souvent isolées et n'ont pas accès à l'information au sein de leur communauté. Par conséquent, les formations dans la province n°2 du Népal sont d'une importance particulière, car cette région présente l'un des taux les plus élevés de violence liée au genre. Le programme de Peer-Learning, d'une durée de six mois, permet aux femmes défenseuses d'apprendre les unes des autres, de travailler en réseau et d'améliorer leur sécurité individuelle.

INDONÉSIE: PROGRAMME DE FORMATION POUR LES DDH DE PAPOUASIE

En Indonésie, PBI, en collaboration avec l'organisation indonésienne de défense des droits humains **ELSAM**, offre depuis 2015 des formations pour les DDH qui durent plusieurs mois. Ces derniers viennent principalement de Papouasie, où les conditions de travail et de sécurité sont particulièrement difficiles pour les militant-e-s. Comme au Népal, la mise en réseau des DDH entre eux, mais aussi avec des organisations nationales et internationales, est un aspect central du travail de PBI. D'autant plus si l'on considère les nombreux défis auxquels sont confrontés les DDH en Indonésie, notamment la taille de l'Etat insulaire et le manque d'infrastructures

ou de ressources humaines et financières pour collecter et diffuser les informations. Grâce à ce programme de formation, les DDH reçoivent un soutien pour mener des activités de sensibilisation, des recherches sur des questions spécifiques liées aux droits humains et des campagnes de plaidoyer dans leur domaine.

RETRAIT DES ÉQUIPES DE VOLONTAIRES ET NOUVEAU DÉPART

Les équipes de volontaires de PBI ont quitté l'Indonésie en 2010 et le Népal en 2013. Les deux projets ont été clôturés dans leur forme traditionnelle, après une évaluation minutieuse. L'évolution des besoins des DDH en matière de sécurité, ainsi que la transformation de l'environnement politique ont notamment été à l'origine de leurs fermetures.

Malgré le retrait des équipes dans les deux pays, PBI a continué à soutenir la protection des activistes. Pour ce faire, PBI a pu s'appuyer sur son vaste réseau de contacts avec des militant-e-s et des organisations qui continuent à opérer dans un environnement à haut risque.

Les nouveaux projets au Népal et en Indonésie sont la preuve que PBI peut protéger, avec succès, les DDH locaux sans accompagnement physique. Les conditions préalables à la mise en place de ces projets sont l'analyse constante de l'environnement politique, l'adaptation à l'évolution des exigences légales, la coopération avec un large réseau, ainsi qu'un examen permanent des besoins en matière de sécurité des DDH. Ce n'est que de cette manière que les méthodes de protection des DDH pourront être développées et mises en œuvre efficacement.



Travail de groupe dans le cadre du programme de Peer-Learning pour les femmes au Népal.



Activité en plein air avec les participant-e-s népalaises



Cours de premiers secours dans le cadre de la formation de sept mois pour les DDH en Indonésie



Séance de teambuilding avec les participant-e-s à la formation en Indonésie

LES VOIX DES PROJETS EN ASIE

BADRI BHUSAL NÉPAL



Badri Bhusal est un avocat népalais spécialisé dans la défense des droits humains, et plus particulièrement des victimes de viols, torture et exécutions extrajudiciaires. Il occupe actuellement le poste de directeur de l'organisation **Collective Campaign for Peace (COCAP)**, qui promeut la paix et les droits humains et qui gère le site **Nepal Monitor** avec PBI. Il lutte également pour obtenir justice pour les victimes de la guerre civile qui a ravagé le pays entre 1996 et 2006 : **« Cela fait plus de 10 ans que le conflit est terminé mais les responsables des nombreuses violences commises contre la population népalaise n'ont jamais été condamnés. Au contraire, ils composent près de deux tiers du gouvernement, bénéficient d'une immunité certaine et peuvent faire obstruction à des avancées pour le respect des droits humains. Or, si justice n'est pas rendue aux victimes, le risque d'un nouveau conflit n'est pas exclu. »** Le COCAP, avec le soutien d'une partie de la société civile, participe depuis quelques mois à des débats avec le gouvernement et la communauté internationale pour qu'un consensus soit trouvé sur le projet de loi visant à punir les responsables de violences durant le conflit.

INDIRA GHALE NÉPAL



Depuis presque vingt ans, Indira Ghale s'engage pour la protection des droits humains, plus précisément sur la question des violences de genre et des discriminations liées au système de castes. L'organisation **Action Change Nepal**, dont elle est la présidente, se bat notamment contre le trafic des femmes. **« Entre 12000 et 15000 femmes népalaises sont vendues chaque année comme esclaves en Inde, et encore davantage à l'intérieur du Népal, explique Indira Ghale. C'est un énorme problème qui résulte d'un manque d'éducation et d'une absence de perspectives d'avenir pour des milliers de jeunes filles issues des castes inférieures. »**

Indira Ghale et ses collègues d'Action Change ont élaboré un programme de prévention, à l'attention notamment des parents, pour sensibiliser la population sur le sort des jeunes filles et les encourager à ne pas vendre leurs filles. Le programme offre également des opportunités de travail aux jeunes filles. **« Parler de trafic d'êtres humains est tabou dans certaines régions où les élites sont au pouvoir et contrôlent tout, y compris la traite des femmes. Par ailleurs, nous espérons mettre fin à la violence de genre en transformant les jeunes en acteurs de changements. »** Indira Ghale rappelle en effet que 60% des femmes au Népal sont toujours victimes de violences domestiques par ailleurs répertoriées sur le Nepal Monitor.

SEPTI MEIDODGA INDONÉSIE



Septi Meidodga est un activiste de Papouasie occidentale, engagé de multiples manières en faveur des droits humains et à la tête d'une organisation faisant la promotion des droits et de la culture indigène, **The House of Arfak**.

Septi Meidodga a terminé en 2017 la formation de sept mois « Basic Course for Human Rights Defenders », donnée conjointement par PBI et ELSAM : **« J'y ai appris comment faire une campagne d'information efficace, récolter des données, documenter et construire un argumentaire. »** Avec six autres alumni, il a rédigé une brochure sur l'impact négatif des plantations d'huile de palme sur l'environnement et la culture papoue. La brochure sert désormais de support pour le travail de plaidoyer et de communication de son organisation et des autres défenseurs. Les efforts de Septi Meidodga se concentrent en effet sur sa région, Manokwari, que convoitent de nombreux investisseurs internationaux pour y promouvoir des mégaprojets économiques, notamment en lien avec la plantation intensive d'huile de palme. Le droit à la terre de la population autochtone y est constamment violé. **« C'est une région particulièrement dangereuse pour les DDH. Je suis content que le cours d'ELSAM et PBI ait inclus une formation sur la sécurité – digitale et physique. Je peux maintenant transmettre mon savoir sur la manière de se protéger ou diffuser des informations de manière sûre aux autres DDH. »**